

Visas et qualifications : les réfugiés syriens au Brésil

Gilberto M A Rodrigues, José Blanes Sala et Débora Corrêa de Siqueira

Le programme brésilien de délivrance de visas humanitaires aux réfugiés syriens et les efforts du pays pour reconnaître leurs qualifications pourraient offrir des enseignements pour la protection et l'intégration des réfugiés dans l'ensemble de la région.

Les Syriens fuyant le conflit dans leur pays ont commencé à arriver au Brésil en 2010, mais c'est seulement à partir de 2012 qu'ils ont commencé à y déposer un plus grand nombre de demandes d'asile. Sous l'effet de cette augmentation, le Comité national pour les réfugiés (CONARE) du Brésil a approuvé la résolution 17/2013¹ établissant l'octroi d'un visa humanitaire spécial aux Syriens touchés par le conflit. Cette résolution permettait aux missions diplomatiques brésiliennes de délivrer des visas humanitaires aux Syriens avant qu'ils n'entrent au Brésil², puis permettait ensuite à ces demandeurs de déposer une demande d'asile en suivant une procédure « accélérée ». En 2015, le CONARE a renouvelé cette résolution

pour deux années supplémentaires et également signé un accord de coopération avec le HCR, l'agence des Nations unies pour les réfugiés, aux fins de lui permettre de soutenir et faciliter les procédures d'identification et de visa réalisées par les ambassades brésiliennes dans les pays voisins de la Syrie³. En septembre 2017, cette résolution a été encore prolongée de deux années. En février 2017, le CONARE a pris une autre initiative importante en acceptant de réinstaller jusqu'à 20 enfants syriens non accompagnés, une mesure également approuvée par le HCR.

On dénombre aujourd'hui plus de 2 000 réfugiés syriens établis au Brésil et, en 2016, les Syriens représentaient le plus grand

octobre 2017

www.fmreview.org/fr/ameriquelatine-caraibes

groupe national auquel le CONARE avait accordé l'asile⁴. Cette mesure visant à octroyer des visas humanitaires a été incorporée en 2017 à la nouvelle loi brésilienne sur la migration (loi 13 445) et l'on espère que la possibilité d'accès à ce type de visa sera également intégrée aux politiques relatives aux réfugiés d'autres pays latino-américains⁵.

Bien que les Syriens puissent accéder au programme Bolsa-Família, le programme fédéral de transfert de revenus du Brésil, des recherches préliminaires conduites auprès de réfugiés syriens à Sao Paulo suggèrent que l'aide principale (et parfois la seule) qu'ils reçoivent concerne leurs papiers, alors qu'ils auraient besoin d'une assistance plus large portant sur le travail, la langue, le logement et la reconnaissance de leurs qualifications⁶. La plupart des réfugiés syriens adultes récemment arrivés au Brésil sont diplômés de l'enseignement supérieur, grâce à la solidité de l'ancien système éducatif syrien. Bien que certains Syriens dirigent aujourd'hui leur petite entreprise avec succès, principalement dans le secteur alimentaire, la reconnaissance de leurs qualifications et la capacité d'exercer leur profession comptent parmi les défis qu'ils rencontrent. Pour les réfugiés dont les qualifications ne sont pas reconnues, la solution consiste dans la plupart des cas à accepter des emplois moins qualifiés et moins bien payés que ceux pour lesquels ils sont qualifiés.

La loi brésilienne de 1997 relative aux réfugiés affirme que les universités et les autres institutions d'enseignement doivent faciliter la reconnaissance des qualifications des réfugiés, une politique que certaines universités s'efforcent d'appliquer (par exemple, les établissements participant à l'initiative de chaire universitaire Sérgio Vieira de Mello du HCR). Cependant, des oppositions peuvent apparaître même dans ces institutions. Cette situation est possible en partie parce que les universités brésiennes ne sont pas habituées aux étudiants étrangers et en partie en raison d'une mentalité élitiste qui ne reconnaît que les qualifications obtenues dans les universités les plus prestigieuses. Même si les progrès sont lents, les qualifications des Syriens et des autres réfugiés commencent à être reconnues, bien qu'il reste difficile d'obtenir l'autorisation d'exercer certaines professions, en particulier dans des domaines tels que le droit et la médecine. Les universités et les ONG ont déployé des efforts pour aider les réfugiés syriens à accéder à des opportunités adaptées, y compris en offrant des cours de portugais gratuits, puisqu'une mauvaise maîtrise de la langue

constitue un obstacle considérable à l'obtention d'un meilleur emploi. Le gouvernement brésilien a pris certaines mesures pour valider les diplômes de l'enseignement supérieur obtenus hors du Brésil et pour accepter la soumission partielle de documents et/ou les résultats d'examens organisés par des universités brésiennes pour certifier le niveau de connaissances en tant que preuve du niveau d'études.

L'initiative du Brésil visant à accueillir les réfugiés syriens est en partie liée à ses relations historiques et culturelles avec la Syrie et le Liban, et en partie à son rôle humanitaire en Amérique latine depuis l'adoption de sa loi sur les réfugiés en 1997. L'introduction de visas humanitaires et les efforts du pays pour valider les qualifications des réfugiés représentent des développements globalement positifs ; il reste toutefois à voir comment le pays continuera de développer ses politiques face à l'afflux croissant de réfugiés, et comment ses actions pourront faire avancer les politiques relatives aux réfugiés dans le reste de la région.

Gilberto M. A. Rodrigues

gilberto.rodrigues@ufabc.edu.br

Membre

José Blanes Sala *blanes@ufabc.edu.br*

Membre

Débora Corrêa de Siqueira

dheborah.siqueira@gmail.com

Candidate au doctorat et assistante bénévole

Chaire universitaire Sérgio Vieira de Mello,

Université fédérale de l'ABC (UFABC)

<http://ufabc.edu.br/en/refugee-services/>

1. National Legislative Bodies / National Authorities, Brazil (2013) Normative Resolution No 17 of 20 September 2013 <http://bit.ly/Brazil-Syria-visas-2013>
2. Des visas humanitaires ont été délivrés par les missions diplomatiques brésiennes établies dans de nombreux pays, mais la majorité de ces visas ont été délivrés par les missions situées dans les pays ayant accueilli le plus grand nombre de déplacés syriens, à savoir celles de Jordanie, du Liban et de la Turquie
3. UNHCR (2016) *The 10-Point Plan in Action, 2016 Update*. <http://www.refworld.org/docid/583714a44.html>
4. Ministério da Justiça e Segurança Pública (2016) *Refúgio em Números* (Refugee in Numbers). <http://bit.ly/Brazil-Refuge-2016>
5. Voir également à ce sujet Jubilut L L, Sombra Muñões de Andrade C et de Lima Madureira A (2016) « Visas humanitaires : s'appuyer sur l'expérience du Brésil », *Revue des migrations forcées*, numéro 53, www.fmreview.org/fr/protection-communautaire/jubilut-andrade-madureira
6. Calegari M and Justino L (2016) 'Refugiados Sírios em São Paulo: o direito à integração' www.nepo.unicamp.br/publicacoes/anais/arquivos/9_MC.pdf